

Cote du document: EB 2015/LOT/P.31/Rev.1
Date: 28 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don aux États-Unis du Mexique pour le Projet d'inclusion productive en milieu rural

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Joaquín Lozano
Directeur
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2925
courriel: j.lozano@ifad.org

Jakob Tuborgh
Attaché de programme
téléphone: +39 06 5459 2469
courriel: j.tuborgh@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	10
Appendices	
I. Negotiated financing agreement and grant agreement (Accord de financement négocié et accord de don)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	9

Sigles et acronymes

S&E Suivi-évaluation

Mexico

Rural Productive Inclusion Project

President's report



Carte de la zone du projet



Source: FIDA; 7/10/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

États-Unis du Mexique

Projet d'inclusion productive en milieu rural

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	États-Unis du Mexique
Organisme d'exécution:	Ministère du développement social
Coût total du projet:	19,5 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	5,87 millions d'EUR (équivalant approximativement à 6,6 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,5 million d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires: délai de remboursement de 15 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	11,4 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,1 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur des États-Unis du Mexique pour le Projet d'inclusion productive en milieu rural, telle qu'elle figure au paragraphe 52.

Proposition de prêt et don aux États-Unis du Mexique pour le Projet d'inclusion productive en milieu rural

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Mexique a une superficie de 1,96 million de km². En 2015, le Conseil national de la population a estimé le nombre total d'habitants à 121 millions (112,3 millions selon le recensement de 2010), en supposant une croissance démographique annuelle moyenne de 1,4%. La population rurale représente 23,1% de la population totale.
2. L'économie mexicaine est à la deuxième place en Amérique latine et à la quatorzième à l'échelle mondiale. Le Mexique fait partie des pays à revenu intermédiaire à élevé, avec un revenu par habitant égal à 9 740 USD. De 1994 à 2013, le produit intérieur brut (PIB) total a progressé au rythme annuel moyen de 2,5%, mais cela n'a pas suffi pour améliorer les conditions d'existence de la population. La productivité stagnante et la répartition inégale des revenus sont les deux principaux facteurs qui freinent la performance économique. Ces 30 dernières années, la productivité a reculé au rythme de 0,7% par an et, en 2010, le coefficient de Gini était égal à 0,509.
3. Dans le secteur agricole, la structure productive est fortement hétérogène. Les exploitations familiales – qui pratiquent une agriculture de subsistance déconnectée du marché et sont situées pour la plupart dans le centre et le sud du pays – représentent 51% de toutes les unités productives rurales. La productivité de l'agriculture mexicaine est notablement faible, puisqu'elle est égale à 26% seulement de la moyenne nationale. Un autre problème critique qui compromet la performance du secteur tient au fait que les petits exploitants des zones rurales n'ont pas accès à des financements.
4. Ces dernières décennies, le Gouvernement mexicain a déployé des efforts considérables pour lutter contre la pauvreté, notamment au moyen d'une vaste gamme de programmes publics dotés d'allocations budgétaires toujours croissantes. Le budget fédéral 2015 comporte un ensemble de financements, d'un montant équivalant à 22 milliards d'USD, en faveur du Programme spécial concerté pour le développement rural durable.
5. Malgré l'ampleur de cet effort institutionnel et financier, une grande partie de la population vit toujours dans la pauvreté. En 2012, le Conseil national de l'évaluation des politiques a produit des données indiquant que 53,3 millions de personnes vivaient dans la pauvreté, dont 31% en milieu rural. En conséquence, l'administration qui a pris ses fonctions le 1^{er} décembre 2012 a conçu une nouvelle politique sociale visant explicitement à créer des synergies entre la distribution de compléments de revenus (essentiellement au moyen de transferts monétaires soumis à conditions) et les programmes de développement productif. Prospera, le programme d'inclusion sociale mis sur pied fin 2014, a eu pour mandat de conjuguer ces instruments sur la base de l'expérience acquise antérieurement avec

les programmes Oportunidades et Progreso. Cette nouvelle politique sociale vise à donner aux familles bénéficiant de compléments de revenus la possibilité de lancer leurs propres initiatives productives afin de générer d'une manière autonome et durable des revenus qui leur permettent d'améliorer leurs conditions de vie.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

6. Dans ce contexte, le gouvernement cherche des moyens de mettre en œuvre la nouvelle politique sociale et, de ce fait, expérimente simultanément différentes approches de l'inclusion productive. Le présent Projet d'inclusion productive en milieu rural doit être considéré comme une opération pilote à cet égard, au même titre que le programme pilote "Territoires productifs". Le FIDA a appuyé la conception et la mise en œuvre initiale de ce programme, sous la forme d'un don accordé au gouvernement pour financer la prestation de services de coopération technique par le Centre latino-américain pour le développement rural. Le programme actuellement en cours fournira des enseignements utiles à l'exécution du projet proposé.
7. Le projet est aligné sur le Plan national de développement 2013-2018, et plus particulièrement sur le Programme spécial de démocratisation de la productivité et le Programme sectoriel de développement social, qui définissent le cadre dans lequel une nouvelle génération de politiques sociales a été conçue. La stratégie d'inclusion productive, au titre de laquelle le Ministère du développement social et Prospera ont entrepris un certain nombre d'activités telles que la conception du projet, est considérée aujourd'hui comme hautement prioritaire.
8. Le projet est parfaitement cohérent avec la stratégie de pays du FIDA, qui établit deux grands objectifs: i) faire en sorte que les petits producteurs agricoles et les paysans accroissent sensiblement leur productivité grâce au renforcement de leurs ressources, de leurs capacités, de leur organisation et de leur accès aux services publics, ainsi qu'aux marchés de biens et de services; et ii) contribuer à améliorer l'efficacité et l'équité de la dépense publique consacrée au développement économique des petits producteurs agricoles et des paysans.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

9. Le projet sera exécuté dans 26 municipalités réparties dans trois États fédéraux: Guerrero, Hidalgo et Zacatecas. Les municipalités ont été choisies en fonction des critères suivants: droit à bénéficier de la Croisade nationale contre la faim; incidence de la pauvreté; présence de peuples autochtones; nombre important de familles, notamment avec des terres, bénéficiant de Prospera; et emplacement de centres peuplés stratégiques susceptibles de devenir des marchés pour écouler les produits des projets productifs des "familles Prospera".
10. La population cible sera composée de chefs de familles Prospera et de leurs ménages, qui: i) résident en milieu rural dans les États et municipalités sélectionnés; ii) sont confrontés à une situation de pauvreté; iii) sont potentiellement aptes à se lancer dans des activités productives agricoles et non agricoles génératrices de revenus; et iv) manifestent leur souhait de participer au projet. La priorité sera accordée aux populations autochtones.
11. Le projet devrait atteindre 12 800 familles bénéficiaires de Prospera, dont 65% (8 400 familles) devraient soumettre des demandes d'accès à des projets productifs avec le soutien du projet, et 65% de ces familles (5 400 familles) auront effectivement accès à des investissements dans le cadre de programmes de développement productif en cours.

B. Objectif de développement du projet

12. Le projet a pour finalité de contribuer à la mise en œuvre effective de la stratégie nationale du gouvernement pour l'inclusion productive et la réduction de la pauvreté rurale.
13. L'objectif de développement est de permettre aux familles bénéficiaires d'accroître leurs revenus en exerçant des activités productives rentables et durables.

C. Composantes/résultats

14. Le projet atteindra son objectif de développement dans le cadre de deux composantes: inclusion productive et renforcement institutionnel. De plus, l'inclusion financière sera intégrée comme un axe commun aux deux composantes.
15. Composante 1: Inclusion productive. Cette composante aidera les bénéficiaires de Prospera et leurs familles participant au projet à accéder à des programmes de développement productif. Elle les aidera à utiliser efficacement les investissements pour produire davantage et améliorer la qualité de leurs produits, accéder à des marchés et, partant, accroître leurs revenus. À cet effet, le projet renforcera les compétences organisationnelles, techniques et productives des bénéficiaires, ainsi que leur aptitude à accéder à d'autres programmes publics.
16. Responsables de la coordination des activités du projet dans les communautés, les promoteurs de l'inclusion productive et financière déployés par le projet joueront un rôle clé en étant chargés d'aider les bénéficiaires à identifier les activités productives potentielles et en facilitant l'accès à l'assistance technique lorsqu'il s'agit de concevoir des projets susceptibles d'être financés par les programmes. En outre, les promoteurs faciliteront l'accès des bénéficiaires à l'assistance technique nécessaire à la mise en œuvre des projets productifs et renforceront les capacités des organisations de bénéficiaires afin qu'elles puissent obtenir les éléments supplémentaires dont certains groupements pourraient avoir besoin, par exemple des compléments de financement, la constitution juridique de petites entreprises, etc. D'un autre côté, l'assistance technique relative à la conception et à l'exécution de projets productifs sera assurée par des assistants techniques externes.
17. Composante 2: Renforcement institutionnel. Cette composante est conçue pour renforcer l'aptitude de Prospera à jouer effectivement un nouveau rôle, à savoir être l'acteur central de la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur de l'inclusion productive. Aujourd'hui, les capacités concrètes de Prospera sont principalement centrées sur l'exécution des programmes sociaux et, par-dessus tout, sur le fonctionnement efficace du dispositif de transferts monétaires soumis à conditions en faveur de plus de 6 millions de familles. Le renforcement des capacités intéressera donc à la fois l'exécution du projet dans les trois États sélectionnés et la mise en œuvre de la stratégie d'inclusion productive dans l'ensemble du pays.
18. La composante contribuera à l'établissement de nouvelles compétences institutionnelles, dans le cadre d'activités de renforcement des capacités et de formation destinées au personnel de Prospera, dans la zone du projet et au siège. De plus, on conduira des recherches et des analyses et on élaborera des propositions d'innovation tout au long de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion productive, c'est-à-dire pendant la planification et la conception, et dans le cadre des opérations et du suivi-évaluation (S&E). Enfin, des activités ciblées de gestion des savoirs favoriseront l'apprentissage organisationnel et les débats relatifs aux politiques publiques.
19. Axe commun: inclusion financière. En tant que partie intégrante du processus de renforcement des capacités visant à garantir une véritable inclusion productive et de facilitation de l'accès des familles Prospera à l'assistance technique, l'inclusion financière constitue un axe commun reposant sur trois activités concrètes: i) une

formation financière élémentaire qu'appuiera un enseignement sur ces questions dispensé aux bénéficiaires. Cette formation sera essentiellement assurée dans le cadre de programmes institutionnels existants et sera complétée par les promoteurs de l'inclusion productive et financière; ii) l'unité de gestion du projet s'efforcera, avec l'appui des promoteurs, de rattacher les projets productifs aux services de finance rurale actuellement proposés, notamment les fonds de garantie existants, et coordonnera les actions avec les programmes publics exécutés dans la zone du projet, ce qui permettra de mobiliser des financements supplémentaires, essentiellement des fonds de roulement, en faveur des activités productives des bénéficiaires; et iii) chaque année, dans le cadre du séminaire annuel de projet, un forum sera organisé sous l'égide de Prospera pour sensibiliser d'autres acteurs du secteur financier. Ainsi, on favorisera l'offre concrète de fonds en faveur des activités productives des unités familiales appartenant aux catégories les plus vulnérables de la population, ce qui contribuera au développement de ces unités et les aidera à générer des revenus.

III. Exécution du projet

A. Approche

20. Le projet est formulé dans le cadre des nouvelles politiques sociales, qui mettent l'accent sur la promotion des activités productives auprès des bénéficiaires. Le projet favorise ainsi l'identification et la création de créneaux productifs à l'intention des personnes vivant dans la pauvreté. À cet effet, il recourt à des ressources de programmes de développement productif qui permettent aux bénéficiaires de mettre en place durablement des activités génératrices de revenus, en vue de briser structurellement le cycle de la pauvreté.
21. Prospera a pour mandat de créer des synergies entre les politiques sociales et les politiques productives, y compris les nombreux programmes de développement productif. Dans ce contexte, il convient de souligner que le projet visera principalement à faciliter l'accès aux investissements et aux services – par exemple investissements productifs, appui technique à l'exécution et services de finance rurale – actuellement offerts par d'autres organismes publics ou acteurs privés.
22. Le projet fera la promotion des liens avec les programmes de développement productif, en se fondant sur les enseignements tirés d'autres programmes pilotes, notamment le programme pilote "Territoires productifs". Il bénéficiera d'ailleurs des liens institutionnels créés par ce programme et de l'intérêt qu'il a suscité auprès de plusieurs programmes productifs fédéraux. De plus, il tirera parti des précieux enseignements tirés de cette expérience, notamment sur le renforcement des groupements de producteurs et les mécanismes de ciblage.

B. Cadre organisationnel

23. L'orientation stratégique du projet sera déterminée par le Sous-Comité technique de Prospera sur l'emploi, les revenus et l'épargne, actuellement présidé par le Ministère des finances et de la dette publique, et composé de représentants de la coordination nationale de Prospera et des directeurs des différents programmes de développement productif. Le Ministère du développement social est, par l'intermédiaire de la coordination nationale de Prospera, l'organisme chargé de l'exécution. À cette fin, une équipe technique sera désignée au sein de la structure actuelle de Prospera, et plus précisément au sein du Bureau de la coordination et des relations, pour diriger l'exécution du projet en coordination avec les différentes divisions opérationnelles de Prospera concernées et avec les pouvoirs publics au niveau de l'État. Cette équipe, dont les fonctions seront spécifiées dans le manuel d'exécution du projet et qui sera insérée dans le Bureau de la coordination et des relations, est importante sur le plan stratégique, car elle veillera à l'alignement de la gestion du projet sur les objectifs et les échéances fixés, et à la coordination étroite avec les autres actions d'inclusion productive mises en œuvre dans le cadre

de Prospera. Le Bureau de l'administration générale et de la finance sera chargé de la gestion administrative et financière au sein de Prospera.

24. Le projet recourt à deux types d'acteurs clés s'agissant de l'assistance technique et du renforcement des capacités: i) des institutions au niveau national, en ce qui concerne la formation du personnel de projet de la coordination nationale et des techniciens aidant les familles Prospera bénéficiaires du projet; et ii) des prestataires de services d'assistance technique et de formation, en ce qui concerne l'appui à la conception, au traitement, au démarrage et au renforcement des projets productifs des organisations mises sur pied par les familles Prospera.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

25. Le projet établira un système de planification et de S&E compatible avec le cadre de S&E de Prospera, dont les capacités dans ce domaine sont renommées mais qui, jusqu'à aujourd'hui, a mis l'accent sur l'évaluation des transferts monétaires soumis à conditions et leur impact sur le groupe bénéficiaire. Le présent projet complètera le système existant en concentrant les efforts sur le S&E de l'inclusion productive et de l'institutionnalisation de ces nouvelles capacités dans Prospera.
26. Prospera n'a pas encore défini de modalité opérationnelle unique pour la mise en œuvre de la stratégie d'inclusion productive, mais privilégie plutôt l'expérimentation de différentes méthodes, par exemple le programme "Territoires productifs" mentionné précédemment, afin de déterminer ensuite la modalité la plus efficiente et la plus efficace. Le présent projet doit aussi être considéré comme une opération pilote offrant à l'institution une occasion d'apprentissage. Les enseignements tirés de l'évaluation et de la systématisation du projet seront d'une utilité inestimable pour le gouvernement s'agissant d'améliorer la stratégie d'inclusion productive. En conséquence, la gestion des savoirs constitue une activité centrale du projet et, au demeurant, l'une de ses raisons d'être.
27. Il est essentiel de mettre en place une forme d'apprentissage qui favorise un processus d'amélioration permanent – fondé sur les résultats de l'exécution du projet et d'autres opérations pilotes et sur l'expérience qui en est tirée. À cette fin, dès la première année, on organisera trois séminaires qui porteront sur les politiques publiques et l'inclusion productive et permettront également de mettre en commun les expériences, d'analyser les résultats des projets et de promouvoir le débat et le dialogue sur des politiques détaillées favorisant l'inclusion productive.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

28. Gestion financière. La gestion financière du projet, notamment l'élaboration du budget, la passation de marchés, le flux des fonds, les décaissements, les contrôles internes, la comptabilité, les informations financières et la vérification des comptes, sera confiée au Bureau de l'administration générale et de la finance de Prospera, et placée sous la supervision d'une entité financière fédérale que nommera le Ministère des finances et de la dette publique. Le projet sera exécuté conformément aux règles et procédures opérationnelles et au manuel d'exécution de Prospera. Le projet utilisera le logiciel de comptabilité de Prospera, en veillant au respect des exigences du FIDA en matière d'information financière.
29. Flux de fonds. Les fonds du prêt seront décaissés selon la méthode de décaissement par remboursement, tandis qu'un compte spécial libellé en euros et administré par l'entité financière fédérale désignée sera ouvert pour réceptionner à l'avance les fonds du don. L'entité financière ouvrira et administrera un compte de projet qui recevra à la fois les fonds du FIDA et les fonds de contrepartie.

30. Passation des marchés. Les passations de marchés relatives à des biens et à des services seront effectuées conformément aux procédures et aux réglementations nationales en la matière, sous réserve que celles-ci soient cohérentes avec les directives du FIDA dans ce domaine.
31. Vérification des comptes. Les états financiers consolidés du projet seront vérifiés chaque année par un auditeur indépendant, conformément aux procédures et modalités actuelles convenues par le Ministère de l'administration publique et les institutions financières internationales, sous réserve que ces modalités et conditions soient cohérentes avec les Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Tous les comptes du projet feront l'objet d'une vérification, y compris ceux afférents aux fonds du FIDA et ceux afférents aux fonds de contrepartie nationaux. Les rapports de vérification des comptes seront communiqués au FIDA dans un délai maximal de six mois à compter de la fin de chaque exercice budgétaire.

E. Supervision

32. Le projet sera supervisé directement par le FIDA, conformément à sa Politique en matière de supervision et d'appui à l'exécution. Dans ce cadre, des missions de supervision seront déployées deux fois par an. De plus, il est envisagé d'assurer en permanence des activités d'appui à l'exécution et de résolution des problèmes, et notamment de fournir un soutien initial à l'élaboration du manuel d'exécution et du plan de travail et budget annuel.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

33. Le coût total du projet s'élève à 19,5 millions d'USD répartis comme indiqué ci-après. La composante 1 (inclusion productive) a un coût approximatif de 17,2 millions d'USD, et la composante 2 (renforcement institutionnel) de 2,3 millions d'USD.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt FIDA	Don FIDA	Fonds de contrepartie (Prospera)	Bénéficiaires	Programmes productifs	Total
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
1. Inclusion productive	5 516	-	-	1 060	10 595	17 171
2. Renforcement institutionnel	1 067	500	788	-	-	2 355
Total	6 583	500	788	1 060	10 595	19 526

B. Financement du projet

34. Le coût total du projet sera couvert par cinq sources de financement. Le FIDA finance approximativement 7,1 millions d'USD sous la forme d'un prêt et d'un don, et Prospera fournit des fonds de contrepartie à hauteur de quelque 0,8 million d'USD. Étant donné que l'un des objectifs du projet est de faciliter l'accès de la population Prospera à des programmes de développement productif existants, on estime à 10,6 millions d'USD le montant qui sera mis à la disposition des bénéficiaires au titre de ces programmes, en plus des contributions du FIDA et de Prospera, et une contribution des bénéficiaires, évaluée à 1,1 million d'USD, devrait cofinancer les investissements productifs.
35. Le FIDA consentira au gouvernement un prêt à des conditions ordinaires, d'une durée de 15 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, à un taux d'intérêt égal au taux de référence déterminé chaque semestre par le Fonds.

36. Le financement du FIDA couvrira aussi les taxes, comme l'a demandé le gouvernement, car il n'est pas possible d'appliquer au projet une exemption de taxe, d'un point de vue budgétaire, opérationnel et comptable – d'ailleurs, la Banque mondiale est également soumise à cette pratique dans le pays.
37. Le financement rétroactif s'appliquera aux dépenses admissibles encourues avant l'entrée en vigueur du prêt mais après la date d'approbation par le Conseil d'administration, jusqu'à concurrence de 587 000 EUR pour les dépenses relevant de la catégorie 2 ("Consultants").

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt FIDA		Don FIDA		Fonds de contrepartie (Prospera)		Bénéficiaires		Programmes productifs		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Matériel, fournitures et communication	138	2	-	-	-	-	-	-	-	-	138
2. Consultants	6 445	98	500	100	788	100	-	-	-	-	7 733
3. Investissements productifs	-	-	-	-	-	-	1 060	100	10 595	100	11 655
Total	6 583		500		788		1 060		10 595		19 526

C. Résumé des avantages et analyse économique

38. La présente partie décrit les avantages attendus des interventions du projet. Les principaux indicateurs de l'analyse sont les suivants: i) 12 800 familles Prospera bénéficient du projet, sous la forme d'une assistance consultative de base sur la production et d'informations sur l'accès aux services financiers; ii) quelque 8 400 familles bénéficiaires du projet élaborent 1 400 projets environ (six familles en moyenne par projet) et les présentent pour financement à des programmes de développement productif, et approximativement deux tiers (soit 900 projets environ) sont approuvés et profitent à 5 400 familles environ; iii) 5 400 familles accèdent à l'assistance technique qui leur permet d'exécuter avec succès leurs projets productifs, et à une éducation sur les questions financières; iv) 75% des projets productifs approuvés sont encore en cours d'exécution après deux ans; v) 400 jeunes (bénéficiaires de Prospera et leurs enfants) reçoivent une formation sur la gestion et le pilotage de projets; et vi) approximativement 3 400 agents de Prospera et opérateurs de projet ont amélioré leur aptitude à mettre en œuvre la stratégie nationale d'inclusion productive.
39. L'analyse économique indique que le projet constitue un investissement rentable, dont le taux de rentabilité interne est égal à 29,5% et la valeur actuelle nette à 164,6 millions d'USD.

D. Durabilité

40. La conception du projet vise la durabilité économique et sociale des investissements productifs des membres du groupe cible. La stratégie de projet promeut le renforcement de leurs capacités techniques, organisationnelles et administratives, ce qui favorisera la viabilité de leurs activités.
41. Au niveau institutionnel, la composante 2 a pour objectif d'améliorer l'aptitude de Prospera à remplir effectivement son mandat, c'est-à-dire à promouvoir le programme national d'inclusion productive. À cet égard, le projet vise à institutionnaliser les compétences et les connaissances relatives à l'inclusion productive, de sorte à pérenniser l'approche institutionnelle de cette question.

E. Identification et atténuation des risques

42. Les principaux risques du projet sont les suivants:

Risque

Absence de disposition normative et d'accord avec certains programmes de développement productif, qui assurent aux bénéficiaires de Prospera un accès prioritaire et effectif à ces programmes.

Réticence de la part des opérateurs des programmes de développement productif – qui ne travaillent pas traditionnellement avec les populations pauvres – à en faciliter l'accès à la population Prospera.

L'isolement de nombreuses localités empêche les familles d'être informées des possibilités de lancer des projets productifs et d'accéder à des ressources de programmes de développement productif.

Les bénéficiaires ne souhaitent pas officialiser les nouvelles activités économiques appuyées par le projet, par peur de perdre leur droit à bénéficier des transferts Prospera et de devoir payer des taxes.

La qualité des services d'assistance technique disponibles dans la zone du projet est insuffisante pour aider les familles à concevoir et exécuter leurs projets productifs, et les incitations sont trop limitées pour attirer les prestataires de services.

La gestion du projet est entravée par:
i) des retards et/ou des carences, s'agissant de la disponibilité du budget, et des changements dans la structure de programmation qui freinent l'accès par la population Prospera; et
ii) l'insécurité prévalant dans certaines parties de la zone du projet.

Stratégie d'atténuation

Par l'intermédiaire du Sous-Comité technique sur l'emploi, les revenus et l'épargne, dans lequel siègent des représentants du Ministère des finances et de la dette publique, de Prospera et de ces programmes, un dialogue permanent sera mené pour renforcer leur engagement à l'appui de la réalisation de l'objectif du gouvernement relatif à l'inclusion productive.

Des activités de sensibilisation seront assurées à l'intention des opérateurs de programmes de terrain pour les inciter à faire bon accueil à la population Prospera.

Le projet déploiera dans sa zone d'intervention géographique des promoteurs de l'inclusion productive et financière, chargés de diffuser des informations sur ces programmes et d'aider les familles à entrer en rapport avec les prestataires de services techniques.

Le projet mettra l'accent sur la diffusion d'informations exactes en ce qui concerne les droits et les responsabilités des bénéficiaires dans deux domaines:
i) droit à bénéficier des transferts monétaires soumis à conditions; et
ii) traitement fiscal de leurs initiatives productives.

Les enseignements tirés de l'expérience au Mexique et dans d'autres pays montrent qu'il est important de mobiliser des techniciens qui connaissent bien la zone du projet, voire idéalement, qui y résident. Une évaluation préliminaire réalisée pendant la conception du projet montre qu'il existe dans la zone du projet une offre de services de qualité, reposant sur une expérience de travail dans la zone et avec des populations présentant un profil semblable à celui de la population Prospera.

Les risques liés à la gestion du projet seront atténués par le dialogue permanent instauré entre les pouvoirs publics et le FIDA et, pendant l'exécution, par le fait que Prospera assure la maîtrise totale du projet. En ce qui concerne le risque sécuritaire, il faudra exercer une surveillance constante des conditions prévalant sur le terrain.

Dégradation des ressources naturelles entraînée par les projets de production qui sont exécutés, notamment l'élevage d'ovins.

Ce risque sera limité par l'intégration de critères d'impact environnemental lors de la conception des projets productifs. Dans le cas de l'élevage d'ovins, on prévoira des mesures d'atténuation et on veillera au respect d'un ratio adapté d'animaux par surface du terrain de pâturage prévu.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

43. Le projet est aligné sur le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, puisqu'il promeut une base de ressources économiques résiliente face à l'évolution du marché et du climat, et améliore l'accès des petits exploitants agricoles à des services d'assistance technique. Le projet est également cohérent avec les politiques du FIDA sur: i) le ciblage, dans la mesure où il applique une stratégie géographique directe d'autociblage; ii) l'égalité entre les sexes et entre les générations, dans le cadre de la stratégie de ciblage des femmes; iii) la finance rurale, au moyen de l'accès amélioré des petits exploitants agricoles aux services de finance rurale répondant à leurs besoins en matière de production; iv) l'engagement en faveur des peuples autochtones, avec l'application du principe du consentement libre, préalable et éclairé; et v) la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, du fait de la promotion des bonnes pratiques environnementales dans la production.

B. Alignement et harmonisation

44. Le projet vise à contribuer à la mise en œuvre effective de la stratégie nationale du gouvernement pour l'inclusion productive et la réduction de la pauvreté rurale et de l'insécurité alimentaire. Le projet a été formulé dans le cadre du Plan national de développement 2013-2018, et plus précisément le Programme spécial de démocratisation de la productivité, qui coordonne les mesures prises par le gouvernement afin de mettre en œuvre des politiques publiques qui éliminent les barrières limitant le potentiel productif des citoyens et des entreprises. De plus, la zone du projet fait partie des zones couvertes par la Croisade nationale contre la faim, c'est-à-dire les zones dans lesquelles le gouvernement mène en priorité une lutte contre la pauvreté.
45. Le projet sera exécuté en étroite coordination avec d'autres initiatives de Prospera, par exemple le programme pilote "Territoires productifs".

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

46. L'approche du projet est novatrice, car elle vise à créer des passerelles entre les programmes de transfert sociaux et les programmes de développement productif, en permettant aux bénéficiaires des premiers d'accéder aux seconds et de conduire des projets productifs durables. En ce sens, le projet ne financera pas directement des investissements productifs, mais facilitera l'accès à des fonds déjà disponibles dans le pays.
47. Le présent projet est conçu comme un projet pilote qui concourt à la mise en œuvre de la stratégie publique d'inclusion productive. S'il donne de bons résultats, il pourra être reproduit à plus grande échelle conformément aux priorités du gouvernement. Comme indiqué précédemment, Prospera n'a pas encore défini de modalité opérationnelle unique de mise en œuvre de la stratégie d'inclusion productive, mais expérimente différentes approches, dont le présent projet fait partie. L'idée est d'évaluer diverses modalités et de reproduire à plus grande échelle l'option qui s'est avérée être la plus efficiente et la plus efficace.

D. Participation à l'élaboration des politiques

48. En tant qu'opération pilote, le projet centrera une grande partie de ses efforts sur l'apprentissage. À des moments stratégiques, et au moins une fois par an à l'occasion du séminaire annuel sur les politiques publiques et l'inclusion productive organisé par le projet, un point sera fait à l'intention des décideurs sur les progrès et les enseignements tirés de l'expérience ainsi que sur les recommandations pratiques relatives aux politiques à mener qui se dégagent des éléments concrets.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

49. Un accord de financement entre les États-Unis du Mexique et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un accord de don entre les États-Unis du Mexique et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le don du FIDA proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie des deux accords négociés est jointe à l'appendice I.
50. Les États-Unis du Mexique sont habilités, en vertu de leurs lois, à recevoir un financement du FIDA.
51. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

52. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera aux États-Unis du Mexique un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à cinq millions huit cent soixante-dix mille euros (5 870 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera aux États-Unis du Mexique un don d'un montant équivalant à cinq cent mille dollars des États-Unis (500 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement and grant agreement

Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Inclusión Productiva Rural"

(Negociaciones concluidas el 23 de octubre de 2015)

Número del Préstamo: _____

Proyecto de Inclusión Productiva Rural (el "Proyecto") celebrado entre

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

Los Estados Unidos Mexicanos, por conducto de la Secretaría de Hacienda y Crédito Público (SHCP) (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes"), acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que el FIDA ha acordado conceder una Donación de sus propios recursos (la "Donación FIDA") al Prestatario por la cantidad de USD 500 000 (quinientos mil dólares de los Estados Unidos de América) para apoyar el Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en un Convenio (el "Convenio Donación FIDA") a celebrarse entre el Fondo; el Receptor/Prestatario; el Organismo Responsable del Proyecto y el Agente Financiero designado.

El FIDA ACUERDA conceder un Préstamo al Prestatario para apoyar al Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el presente Convenio; y

Las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 abril de 2009, modificadas el 17 de septiembre de 2010 y el 9 de abril de 2014 (en adelante las "Condiciones Generales"). A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

2. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario, que el Prestatario utilizará para los propósitos que se indican en este Convenio.

Sección B

1. El monto del Préstamo es de EUR 5 870 000 (cinco millones ochocientos setenta mil euros).

2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias.

3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el Euro.

4. El Ejercicio Financiero o Fiscal del Prestatario aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre.
5. El Préstamo pagará un tipo de interés equivalente al cien por ciento (100%) del tipo de interés variable de referencia que determine el FIDA. El Préstamo tendrá un plazo de reembolso de quince (15) años, incluido un período de gracia de tres (3) años a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones previas para el retiro de fondos.
6. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de marzo y 15 de septiembre. El capital será pagadero en 24 plazos semestrales comenzando 3 años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones generales y adicionales previas para el retiro de los fondos. En dicho momento el FIDA comunicará al Prestatario el calendario de amortización correspondiente.
7. El Prestatario, a través de la Coordinación Nacional de PROSPERA Programa de Inclusión Social ("CNP"), proporcionará un aporte local por un monto equivalente a USD 788 000 (setecientos ochenta y ocho mil dólares de los Estados Unidos de América) para apoyar el logro de los objetivos del Proyecto, que se destinará a consultorías y asistencia técnica.
8. El monto del Préstamo se desembolsará al Prestatario siguiendo los procedimientos del FIDA. El Prestatario, por conducto de la CNP, se obliga a utilizar un monto equivalente al del Préstamo previamente autorizado en su presupuesto para los fines y propósitos señalados en el presente Convenio en apego a sus leyes de ingresos, presupuesto y deuda pública.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será la Secretaría de Desarrollo Social ("SEDESOL"), a través de la CNP.
2. La ejecución del Proyecto se llevará a cabo por la CNP o por las instancias que designe.
3. El Agente Financiero a través del cual el Prestatario llevará a cabo la propia administración del Préstamo y supervisión del Proyecto junto con el FIDA, será Nacional Financiera, S.N.C., I.B.D. ("NAFIN").
4. LA CNP por sí misma o a través de las instancias que determine y en acuerdo con el Fondo, llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.
5. La Fecha de Terminación del Proyecto será el tercer aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

1. El Fondo gestionará la contabilidad interna de la cuenta del Préstamo y los desembolsos del mismo y supervisará directamente el Proyecto.
2. El Prestatario, a través de la CNP, utilizará de conformidad con la normatividad vigente aplicable en los Estados Unidos Mexicanos, los procedimientos en materia de adquisiciones y auditorías establecidos por la Secretaría de la Función Pública (SFP), o por la instancia facultada para estos efectos por el Gobierno Federal.

Sección E

1. Se considera que es motivo adicional a los previstos en las Condiciones Generales, para la suspensión del derecho del Prestatario a solicitar desembolsos del Préstamo que cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto hayan sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación sin el acuerdo previo del Fondo, y éste haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido, o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.

2. Se considera que es condición general adicional previa para el retiro de fondos que el Prestatario haya entregado al Fondo un ejemplar debidamente firmado del Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto.

3. a) Las siguientes Secciones de las Condiciones Generales no se aplican al presente Convenio: i) Sección 7.05 b); ii) Sección 8.05; y iii) Sección 9.03 c).

b) Respecto a las siguientes disposiciones las cuales constituyen excepciones a las Condiciones Generales, el Prestatario, a través de la CNP, se compromete a: i) que la Fecha de valor de los retiros coincida con la fecha de depósito en la cuenta del Prestatario (Sección 4.06); ii) que el Plan Operativo Anual (POA) sea presentado a más tardar treinta (30) días después del inicio de cada Ejercicio Financiero o Fiscal del Prestatario (Sección 7.01 b); iii) presentar el Informe Final a más tardar noventa (90) días después de la Fecha de Cierre del Préstamo (Sección 8.04); iv) mantener registros y la documentación relativa al Proyecto durante al menos cinco (5) años siguientes a la fecha de terminación del mismo (Sección 8.01); y v) conservar las cuentas y registros por al menos cinco (5) años siguientes a la Fecha de Cierre del Préstamo (Sección 9.01).

c) Conforme a lo que establece la Sección 8.03 a) de las Condiciones Generales, los informes de avance de proyecto serán presentados dentro de los 60 (sesenta) días naturales posteriores a la conclusión del primer año, y subsecuentemente serán presentados semestralmente.

4. Se indican a continuación los representantes designados:

Por el FIDA:

Kanayo F. Nwanze
Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo
Agrícola

Por el Prestatario:

Lic. Alejandro Díaz de León Carrillo
Titular de la Unidad de Crédito
Público
Secretaría de Hacienda y Crédito
Público

5. Se indican las direcciones que han de usarse para el intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio.

Por el FIDA:

Fondo Internacional de Desarrollo
Agrícola
Via Paolo di Dono, 44,
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Titular de la Unidad de Asuntos
Internacionales de Hacienda
Secretaría de Hacienda y Crédito
Público
Insurgentes Sur No. 1971 Torre III
Piso 3, Plaza Inn
Col. Guadalupe Inn, C.P. 01020
México, D.F, México

El presente Convenio, ha sido elaborado en idioma español en tres (3) ejemplares, uno (1) de los cuales es para el FIDA y dos (2) para el Prestatario y entrará en vigor en la fecha de su contrafirma.

ESTADOS UNIDOS MEXICANOS

Titular de la Unidad de Crédito Público

Fecha: _____

FONDO INTERNACIONAL DE DESARROLLO AGRÍCOLA

Kanayo F. Nwanze
Presidente

Fecha: _____

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Proyecto

1. Población-objetivo. La población objetivo del Proyecto está formada por familias beneficiarias de PROSPERA que: i) habitan en zonas rurales de los 26 municipios seleccionados en los estados de Guerrero, Hidalgo y Zacatecas; ii) se encuentran en situación de pobreza; iii) realizan actividades productivas, agropecuarias y no agropecuarias, con potencial para la generación de ingresos; iv) manifiestan interés por participar en el Proyecto.

2. Área del Proyecto. El Proyecto considera su implementación en tres estados: Guerrero, Hidalgo y Zacatecas, en un total de 26 municipios seleccionados de acuerdo a criterios de inclusión en la Cruzada Nacional contra el Hambre (CNCH) y que estén ubicados en puntos poblacionales estratégicos en donde exista mercado potencial para los proyectos productivos a desarrollar por las familias PROSPERA. El área del Proyecto podrá modificarse de común acuerdo entre las Partes.

3. Meta y objetivo general. La meta del Proyecto es contribuir a la efectiva implementación de la estrategia de inclusión productiva del Gobierno Federal y a la reducción de la pobreza rural. El objetivo general es que las familias beneficiarias incrementen sus ingresos mediante la implementación de actividades productivas rentables y sustentables.

4. Objetivos específicos. Los objetivos específicos del Proyecto son que:

- a. Las titulares beneficiarias de PROSPERA y sus familias accedan a inversiones productivas, incrementen su producción y se vinculen a mercados, por lo que contarán con asistencia técnica para fomentar nuevas capacidades productivas, organizativas y gerenciales.
- b. Se fortalecerán las capacidades institucionales de la CNP y de otros actores para la implementación exitosa del Proyecto y de la estrategia nacional de inclusión productiva.

5. Componentes. Los componentes del Proyecto son:

- a. Componente 1. Inclusión Productiva. Este componente apoyará con asistencia técnica y fomento de capacidades a las familias PROSPERA que accedan a la oferta institucional de los programas de fomento productivo a cargo de diversas dependencias del gobierno. El acceso a los programas de fomento productivo proporcionará a la población objetivo los recursos necesarios para emprender una actividad productiva. Además, el Proyecto les brindará asistencia técnica y fortalecerá sus capacidades productivas, organizativas y gerenciales, imprescindibles para la sostenibilidad de las actividades productivas que emprenderán. En ese sentido, este componente del Proyecto apoyará a las titulares beneficiarias de PROSPERA y sus familias participantes en el Proyecto para que accedan a inversiones productivas, las utilicen eficientemente para incrementar la cantidad y mejorar la calidad de sus productos, accedan a los mercados y así mejoren sus ingresos.

- b. Componente 2. Fortalecimiento institucional. Este componente está orientado a fortalecer las capacidades de la CNP para enfrentar con éxito su nuevo rol de actor clave en la implementación de la estrategia nacional de inclusión productiva. En este sentido se fortalecerán mediante asistencia técnica y consultorías las capacidades de la CNP para implementar el Proyecto en los tres estados seleccionados y para implementar la estrategia de inclusión productiva a nivel nacional. Además se realizarán investigaciones, análisis y se desarrollarán propuestas de innovación en todo el ciclo de implementación de la estrategia nacional de inclusión productiva, es decir en la planeación y diseño, operación, seguimiento y evaluación. Finalmente, se fomentará el aprendizaje institucional y la discusión de políticas públicas mediante actividades orientadas a la gestión del conocimiento.

6. Eje transversal. Inclusión Financiera. Está orientado a promover el acceso de las titulares beneficiarias de PROSPERA y sus familias a servicios financieros. Las herramientas que ejecutará el Proyecto con este fin son: i) suministrar educación financiera; ii) identificar servicios financieros presentes en los áreas del proyecto y facilitar el acceso de los beneficiarios a los mismos; iii) a nivel institucional buscar la creación de sinergias con programas gubernamentales y no-gubernamentales de servicios financieros con miras a facilitar el acceso a la población objetivo a los mismos.

II. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable y ejecutor del Proyecto. La Secretaría de Desarrollo Social ("SEDESOL"), a través de la CNP será la instancia ejecutora del Proyecto.

Para ello se designará, dentro de la estructura existente, de la CNP, específicamente en la Dirección General de Coordinación y Vinculación ("DGCV") o aquella que la sustituya en sus funciones, un equipo técnico ("ET"), que conducirá la ejecución del Proyecto en coordinación con las distintas áreas operativas de PROSPERA involucradas, así como con sus delegaciones estatales.

La Dirección General de Administración y Finanzas, o aquella que la sustituya en sus funciones, será la encargada de la gestión administrativa y financiera del Proyecto al interior de la CNP.

- 1.1 Funciones institucionales. La CNP asume las funciones generales de: i) designar el ET y especificar sus funciones; (ii) gestionar los recursos presupuestales para la ejecución del Proyecto; y (iii) asegurar su correcta implementación.
- 1.2. Funciones del ET. El ET conducirá la ejecución del Proyecto en coordinación con las distintas áreas operativas de la CNP involucradas así como con sus delegaciones estatales. Este será un equipo estratégico para asegurar la conducción del Proyecto.

Con el fin de facilitar el logro de los objetivos del Proyecto, se detallan las funciones específicas del equipo técnico y su ubicación dentro de la DGCV, en el Manual Operativo.

- 1.3 Delegaciones Estatales de PROSPERA ("DEP"). Las tres Delegaciones de PROSPERA en las entidades federativas en que operará el Proyecto serán las responsables de su ejecución a nivel estatal. Los delegados y jefes de coordinación y vinculación dirigirán la implantación del Proyecto en sus respectivos Estados. Las DEP contarán con personal designado al Proyecto que incluye un Responsable Estatal de Proyecto

("REP"), encargado de la conducción del mismo que reportará directamente al ET de la DGCV y estará bajo la dirección del Delegado Estatal. El REP participará en los procesos de planeación, seguimiento y evaluación promovidos por el ET y emitirá reportes de avance periódicos. El REP coordinará el trabajo del personal de campo.

2. Comité Directivo del Proyecto. La conducción estratégica del Proyecto estará a cargo del Subcomité Técnico de Empleo, Ingreso y Ahorro de PROSPERA (STEIA), en el que participan la CNP y responsables de varios programas de fomento productivo.

Entre las funciones del STEIA están: i) la aprobación del Plan Operativo Anual (POA) del Proyecto; ii) coordinación con otros programas de fomento productivo en el marco de la estrategia nacional de inclusión productiva; iii) garantizar el alineamiento y promover la complementariedad con otras acciones gubernamentales de inclusión productiva; y iv) dar seguimiento al Proyecto.

3. Agente Financiero. NAFIN actuará como Agente Financiero del Prestatario. Designado por la SHCP, como responsable de la administración de los recursos del Préstamo para los propósitos de este financiamiento, llevando a cabo actividades de coordinación con el Fondo. Sus funciones específicas estarán definidas en el "Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto" que incluirá, entre otras, solicitar el retiro de fondos de la Cuenta del Préstamo.

4. Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto. El Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto será formalizado entre la SHCP, NAFIN y la CNP. En él se especificarán las responsabilidades y atribuciones de las Partes con respecto a la ejecución y supervisión del Proyecto, además de la administración del Préstamo.

5. Otros actores que intervienen en la implementación de manera enunciativa mas no limitativa son los siguientes:

5.1 Promotores de Inclusión Productiva y Financiera (PIPF). Los PIPF del Proyecto trabajarán directamente con la población beneficiaria en estrecha comunicación con el personal de campo de PROSPERA responsable de la estrategia de inclusión productiva, identificando oportunidades de desarrollo productivo y fomentando la demanda de la población objetivo.

5.2 Prestadores de Servicios. El Proyecto contempla dos tipos de prestadores de servicios. Por un lado, para el desarrollo de capacidades del personal de PROSPERA y los ejecutores del Proyecto, se consideran instituciones que brinden asistencia técnica y servicios de análisis e investigación. Por otro lado, se consideran prestadores de servicios de asistencia técnica y capacitación que apoyarán y acompañarán el diseño, tramitación, puesta en marcha y consolidación de los proyectos productivos de las organizaciones de familias PROSPERA.

6. Manual de Operaciones del Proyecto. La CNP ejecutará el Proyecto conforme al presente Convenio y al Manual de Operaciones del Proyecto, el cual establece las reglas operativas y administrativas, procedimientos y formatos para la ejecución del Proyecto, y que contiene entre otros temas: (i) contexto legal y organizativo; (ii) descripción del Proyecto, sus componentes y cobertura; (iii) organización para la ejecución y funciones específicas del ET que coordinará el Proyecto en la CNP; (iv) mecanismos de ejecución de los componentes y ciclo de los proyectos productivos; (v) administración de recursos financieros y activos; (vi) adquisiciones y contrataciones; (vii) sistema de planificación, seguimiento y evaluación.

Si fuera necesario durante la ejecución del Proyecto, la CNP a través de NAFIN, podrá proponer modificaciones al Manual de Operaciones del Proyecto que serán efectivas solamente tras su aprobación y previa No Objeción del Fondo.

Anexo 2

Cuadro de Asignaciones

1. Asignación de los recursos del Préstamo. a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se apoyarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se apoyarán con cargo a cada Categoría:

Categorías		Monto del Préstamo asignado (expresado en EUR)	% de financiación incluyendo impuestos
I.	Equipos, Materiales y Comunicación – Costos Incrementales	110 000	100%
II.	Consultorías	5 170 000	100%
	Sin asignación	590 000	
TOTAL		5 870 000	

b) Los términos que se emplean en el cuadro de asignaciones consideran los siguientes conceptos generales de gasto, entre otros:

Equipos, Materiales y Comunicación – Costos Incrementales. Incluye los equipos menores de oficina requeridos para la implementación del Proyecto, materiales y servicios de comunicación.

Consultorías. Incluye la asistencia técnica que se brindará directamente a las familias beneficiarias a fin de promover el acceso de las mismas a programas de fomento productivo y para mejorar la producción, organización y gestión de los grupos participantes. Asimismo, se incluye asistencia para la coordinación del Proyecto a nivel central y estatal y el acompañamiento operativo que se dará a la implementación de la estrategia nacional de inclusión productiva, así como el fortalecimiento de las capacidades de implementación de la estrategia de inclusión productiva y financiera del Proyecto. Además, se fortalecerán las capacidades de los promotores y prestadores de servicios, y la capacidad gerencial de los grupos de familias beneficiadas a través del fomento de capacidades de jóvenes. La categoría también incluye actividades de seguimiento y evaluación.

El detalle de estas definiciones se incluirá en el Manual de Operaciones del Proyecto.

2. Financiación retroactiva. Se consideraran gastos elegibles para desembolso los incurridos con anterioridad a la fecha de entrada en vigor del presente Convenio de Financiación y posteriores a la fecha de aprobación por la Junta Ejecutiva del FIDA, hasta por un monto equivalente a quinientos ochenta y siete mil euros (EUR 587 000) con respecto a la Categoría II "Consultorías".

Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Inclusión Productiva Rural"

(Negociaciones concluidas el 23 de octubre de 2015)

Número de la Donación: _____

Proyecto de Inclusión Productiva Rural (el "Proyecto") celebrado entre

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

Los Estados Unidos Mexicanos, por conducto de la Secretaría de Hacienda y Crédito Público (SHCP) (el "Receptor")

Con la participación de la Secretaría de Desarrollo Social ("SEDESOL") a través de La Coordinación Nacional de PROSPERA (la "CNP") o (el "Organismo Responsable del Proyecto") y

Nacional Financiera, S.N.C., I.B.D. (NAFIN) (el "Agente Financiero del Receptor")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y colectivamente las "Partes"), acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que el FIDA ha acordado conceder un Préstamo ("Préstamo") de sus propios recursos al Receptor por la cantidad de EUR 5 870 000 (cinco millones ochocientos setenta mil Euros) para apoyar al Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el Convenio (el "Convenio de Préstamo FIDA") a celebrarse entre el Fondo y el Prestatario/Receptor;

El FIDA acuerda conceder una Donación (la "Donación") de sus propios recursos al Receptor para asistir en la financiación del Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el presente Convenio;

Las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción del Proyecto y las disposiciones de ejecución (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2) y las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 abril de 2009 y modificadas el 17 de septiembre de 2010 y el 9 de abril de 2014 (en adelante las "Condiciones Generales"). A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

2. Las disposiciones de las Condiciones Generales que no apliquen al Convenio Préstamo FIDA no aplicarán al presente Convenio. Adicionalmente, las siguientes disposiciones de las Condiciones Generales no son aplicables por tratarse de una Donación: Los artículos III y V, así como las Secciones 6.02; 7.15; 12.01 a), i), ii), iii) y

iv); 12.05 y 13.03. A los efectos del presente Convenio, en la Sección 15.05 de las Condiciones Generales se entenderá por las Partes al Fondo y al Receptor.

3. El Fondo proporcionará una Donación al Receptor, misma que a través de la CNP utilizará para ejecutar el Proyecto.

Sección B

1. El monto de la Donación es de USD 500 000 (quinientos mil dólares de los Estados Unidos de América).

2. El Ejercicio Financiero o Fiscal del Receptor aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre.

3. El monto de la Donación se desembolsará al Receptor siguiendo los procedimientos del FIDA, y se incorporará al presupuesto de la CNP o de las instancias que ésta designe conforme a la Sección C.2 de este Convenio. Lo anterior, con base en lo dispuesto en la normatividad presupuestal vigente de los Estados Unidos Mexicanos para los fines y propósitos señalados en el presente Convenio.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será la Secretaría de Desarrollo Social "SEDESOL", a través de la CNP.

2. La ejecución del Proyecto se llevará a cabo por la SEDESOL, a través de la CNP o por las instancias que designe.

3. El Agente Financiero del Receptor será NAFIN, a través del cual el Receptor llevará a cabo la propia administración de la Donación y dará seguimiento a los compromisos establecidos en este Convenio.

4. La CNP por sí misma o a través de las instancias que determine, y en acuerdo con el Fondo, llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.

5. La Fecha de Terminación del Proyecto será la fecha acordada en la Sección C.5 del Convenio de Préstamo FIDA.

Sección D

1. Las disposiciones relativas a la supervisión y administración del Convenio de Préstamo FIDA aplicarán al Proyecto y a la Donación.

2. El Receptor, a través de la CNP, utilizará de conformidad con la normatividad vigente aplicable en los Estados Unidos Mexicanos, los procedimientos en materia de adquisiciones y auditorías establecidos por la Secretaría de la Función Pública (SFP), o por la instancia facultada para estos efectos por el Gobierno Federal.

Sección E

1. Se considera que es motivo adicional para la suspensión del presente Convenio que el derecho del Receptor a solicitar desembolsos del Préstamo FIDA haya sido suspendido en virtud del Convenio de Préstamo FIDA, de conformidad con las Secciones 12.01 y

12.02 del Artículo XII de las Condiciones Generales (suspensión y cancelación, respectivamente, por parte del Fondo).

2. Se considera que es condición general adicional previa para el retiro de fondos que se haya cumplido con la condición de la Sección E. 2 del Convenio de Préstamo FIDA y que el Receptor haya entregado al Fondo un ejemplar debidamente firmado del Contrato de Mandato y de Ejecución del Proyecto a que se refiere la Sección II.4 del Anexo 1 del presente Convenio.

3. Se indican a continuación los representantes designados:

Por el FIDA:

Kanayo F. Nwanze
Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo
Agrícola

Por el Receptor:

María de los Ángeles González Miranda
Titular de la Unidad de Asuntos
Internacionales de Hacienda
Secretaría de Hacienda y Crédito Público
Insurgentes Sur no. 1971,
Torre III, piso 3, Plaza Inn,
Col. Guadalupe Inn,
C.P. 01020, México, D.F., México

Por el Organismo Responsable del
Proyecto, para asuntos relativos a la
ejecución:

Por el Agente Financiero del Receptor,
para asuntos relativos a la administración
financiera:

Paula Angélica Hernández Olmos
Coordinadora Nacional de PROSPERA
Programa de Inclusión Social, de la
Secretaría de Desarrollo Social.

Susana Berruecos García Travesí
Directora de Organismos Financieros
Internacionales,
Nacional Financiera, S.N.C, I.B.D.

4. Se indican las direcciones que han de usarse para el intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio.

Por el FIDA:

Fondo Internacional de Desarrollo
Agrícola
Via Paolo di Dono, 44
00142 Roma, Italia

Por el Receptor:

Titular de la Unidad de Asuntos
Internacionales de Hacienda
Secretaría de Hacienda y Crédito Público
Insurgentes Sur no. 1971,
Torre III, piso 3, Plaza Inn,
Col. Guadalupe Inn,
C.P. 01020, México, D.F., México

Por el Agente Financiero del Receptor:

Dirección de Organismos Financieros
Internacionales,
Nacional Financiera, S.N.C, I.B.D.:
Insurgentes Sur No. 1971,
Nivel Jardín, Anexo Piso Financiero, Plaza Inn,

Col. Guadalupe Inn

C.P. 01020, México, D.F., México

El presente Convenio, firmado en _____ y en _____, se ha preparado en idioma español en cinco (5) ejemplares, uno (1) de los cuales es para el FIDA, dos (2) para el Receptor, uno (1) para el Organismo Responsable del Proyecto, y uno (1) para el Agente Financiero del Receptor y entrará en vigor en la fecha de su contrafirma por el Receptor.

ESTADOS UNIDOS MEXICANOS
POR EL RECEPTOR

María de los Ángeles González Miranda
Titular de la Unidad de Asuntos Internacionales de Hacienda

Fecha: _____

POR EL ORGANISMO RESPONSABLE DEL PROYECTO

José Antonio Meade Kuribrena
Secretario de Desarrollo Social

Paula Angélica Hernández Olmos
Coordinadora Nacional de PROSPERA Programa de Inclusión Social, de la
Secretaría de Desarrollo Social.

Fecha: _____

FONDO INTERNACIONAL DE DESARROLLO AGRÍCOLA

Kanayo F. Nwanze
Presidente

Fecha: _____

POR EL AGENTE FINANCIERO DEL RECEPTOR

Susana Berruecos García Travesí
Directora de Organismos Financieros Internacionales

Fecha: _____

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Proyecto

1. Población-objetivo. La población objetivo del Proyecto está formada por familias beneficiarias de PROSPERA que: i) habitan en zonas rurales de los 26 municipios seleccionados en los estados de Guerrero, Hidalgo y Zacatecas; ii) se encuentran en situación de pobreza; iii) realizan actividades productivas, agropecuarias y no agropecuarias, con potencial para la generación de ingresos; iv) manifiestan interés por participar en el Proyecto.
2. Área del Proyecto. El Proyecto considera su implementación en tres estados: Guerrero, Hidalgo y Zacatecas, en un total de 26 municipios seleccionados de acuerdo a criterios de inclusión en la Cruzada Nacional contra el Hambre (CNCH) y que estén ubicados en puntos poblacionales estratégicos en donde exista mercado potencial para los proyectos productivos a desarrollar por las familias PROSPERA. El área del Proyecto podrá modificarse de común acuerdo entre las Partes.
3. Meta y objetivo general. La meta del Proyecto es contribuir a la efectiva implementación de la estrategia de inclusión productiva del Gobierno Federal y a la reducción de la pobreza rural. El objetivo general es que las familias beneficiarias incrementen sus ingresos mediante la implementación de actividades productivas rentables y sustentables.
4. Objetivos específicos. Los objetivos específicos del Proyecto son que:
 - a. Las titulares beneficiarias de PROSPERA y sus familias accedan a inversiones productivas, incrementen su producción y se vinculen a mercados, por lo que contarán con asistencia técnica para fomentar nuevas capacidades productivas, organizativas y gerenciales.
 - b. Se fortalecerán las capacidades institucionales de la CNP y de otros actores para la implementación exitosa del Proyecto y de la estrategia nacional de inclusión productiva.
5. Componentes. Los componentes del Proyecto son:
 - a. Componente 1. Inclusión Productiva. Este componente apoyará con asistencia técnica y fomento de capacidades a las familias PROSPERA que accedan a la oferta institucional de los programas de fomento productivo a cargo de diversas dependencias del gobierno. El acceso a los programas de fomento productivo proporcionará a la población objetivo los recursos necesarios para emprender una actividad productiva. Además, el Proyecto les brindará asistencia técnica y fortalecerá sus capacidades productivas, organizativas y gerenciales, imprescindibles para la sostenibilidad de las actividades productivas que emprenderán. En ese sentido, este componente del Proyecto apoyará a las titulares beneficiarias de PROSPERA y sus familias participantes en el Proyecto para que accedan a inversiones productivas, las utilicen eficientemente para incrementar la cantidad y mejorar la calidad de sus productos, accedan a los mercados y así mejoren sus ingresos.

- b. Componente 2. Fortalecimiento institucional. Este componente está orientado a fortalecer las capacidades de la CNP para enfrentar con éxito su nuevo rol de actor clave en la implementación de la estrategia nacional de inclusión productiva. En este sentido se fortalecerán mediante asistencia técnica y consultorías las capacidades de la CNP para implementar el Proyecto en los tres estados seleccionados y para implementar la estrategia de inclusión productiva a nivel nacional. Además se realizarán investigaciones, análisis y se desarrollarán propuestas de innovación en todo el ciclo de implementación de la estrategia nacional de inclusión productiva, es decir en la planeación y diseño, operación, seguimiento y evaluación. Finalmente, se fomentará el aprendizaje institucional y la discusión de políticas públicas mediante actividades orientadas a la gestión del conocimiento.
6. Eje transversal. Inclusión Financiera. Está orientado a promover el acceso de las titulares beneficiarias de PROSPERA y sus familias a servicios financieros. Las herramientas que ejecutará el Proyecto con este fin son: i) suministrar educación financiera; ii) identificar servicios financieros presentes en los áreas del proyecto y facilitar el acceso de los beneficiarios a los mismos; iii) a nivel institucional buscar la creación de sinergias con programas gubernamentales y no-gubernamentales de servicios financieros con miras a facilitar el acceso a la población objetivo a los mismos.
7. La presente Donación apoyará exclusivamente actividades relativas al componente 2 Fortalecimiento Institucional (fomento de capacidades y acompañamiento técnico) de la CNP a nivel central y en las áreas del Proyecto que incluyan a actividades de gestión de conocimiento con el fin de fomentar el aprendizaje institucional de PROSPERA y la discusión de políticas.

II. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable y ejecutor del Proyecto. La Secretaría de Desarrollo Social ("SEDESOL"), a través de la CNP, será la instancia ejecutora del Proyecto.

Para ello se designará, dentro de la estructura existente, de la CNP, específicamente en la Dirección General de Coordinación y Vinculación ("DGCV") o aquella que la sustituya en sus funciones, un equipo técnico ("ET"), que conducirá la ejecución del Proyecto en coordinación con las distintas áreas operativas de PROSPERA involucradas, así como con sus delegaciones estatales.

La Dirección General de Administración y Finanzas, o aquella que la sustituya en sus funciones, será la encargada de la gestión administrativa y financiera del Proyecto al interior de la CNP.

- 1.1 Funciones institucionales. La CNP asume las funciones generales de: (i) designar el ET y especificar sus funciones; (ii) gestionar los recursos presupuestales para la ejecución del Proyecto; y (iii) asegurar su correcta implementación.
- 1.2. Funciones del ET. El ET conducirá la ejecución del Proyecto en coordinación con las distintas áreas operativas de la CNP involucradas así como con sus delegaciones estatales. Este será un equipo estratégico para asegurar la conducción del Proyecto.

Con el fin de facilitar el logro de los objetivos del Proyecto, se detallan las funciones específicas del equipo técnico y su ubicación dentro de la DGCV, en el Manual Operativo.

- 1.3 Delegaciones Estatales de PROSPERA ("DEP"). Las tres Delegaciones de PROSPERA en las entidades federativas en que operará el Proyecto serán las responsables de

su ejecución a nivel estatal. Los delegados y jefes de coordinación y vinculación dirigirán la implantación del Proyecto en sus respectivos Estados. Las DEP contarán con personal designado al Proyecto que incluye un Responsable Estatal de Proyecto ("REP"), encargado de la conducción del mismo que reportará directamente al ET de la DGCV y estará bajo la dirección del Delegado Estatal. El REP participará en los procesos de planeación, seguimiento y evaluación promovidos por el ET y emitirá reportes de avance periódicos. El REP coordinará el trabajo del personal de campo.

2. Comité Directivo del Proyecto. La conducción estratégica del Proyecto estará a cargo del Subcomité Técnico de Empleo, Ingreso y Ahorro de PROSPERA (STEIA), en el que participan la CNP y responsables de varios programas de fomento productivo.

Entre las funciones del STEIA están: i) la aprobación del Plan Operativo Anual (POA) del Proyecto; ii) coordinación con otros programas de fomento productivo en el marco de la estrategia nacional de inclusión productiva; iii) garantizar el alineamiento y promover la complementariedad con otras acciones gubernamentales de inclusión productiva; y iv) dar seguimiento al Proyecto.

3. Agente Financiero. NAFIN actuará como Agente Financiero del Receptor. Designado por la SHCP, como responsable de la administración de los recursos de la donación para los propósitos de este financiamiento, llevando a cabo actividades de coordinación con el Fondo. Sus funciones específicas estarán definidas en el "Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto" que incluirá, entre otras, solicitar el retiro de fondos de la Cuenta de la Donación FIDA.
4. El Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto. Un Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto será formalizado entre el Receptor, NAFIN y la CNP. En él se especificarán las responsabilidades y atribuciones de las partes con respecto a la ejecución y supervisión del Proyecto y la administración de la Donación.
5. Manual de Operaciones del Proyecto. La CNP ejecutará el Proyecto conforme al presente Convenio y al Manual de Operaciones del Proyecto, el cual establece las reglas operativas y administrativas, procedimientos y formatos para la ejecución del Proyecto, y que contiene entre otros temas: (i) contexto legal y organizativo; (ii) descripción del Proyecto, sus componentes y cobertura; (iii) organización para la ejecución y funciones específicas del ET que coordinará el Proyecto en la CNP; (iv) mecanismos de ejecución de los componentes y ciclo de los proyectos productivos; (v) administración de recursos financieros y activos; (vi) adquisiciones y contrataciones; (vii) sistema de planificación, seguimiento y evaluación.

Si fuera necesario durante la ejecución del Proyecto, la CNP a través de NAFIN, podrá proponer modificaciones al Manual de Operaciones del Proyecto que serán efectivas solamente tras su aprobación y previa No Objeción del Fondo.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. Asignación de los recursos de la Donación. a) En el cuadro que figura a continuación se presenta la Categoría de Gastos Admisibles que se apoyará con cargo a la Donación y la asignación del monto de la misma, y el porcentaje de gastos que se apoyará a su cargo:

Categoría	Monto de la Donación asignado (expresado en USD)	% de financiación incluyendo impuestos
I. Consultorías	500 000	100%
TOTAL	500 000	

b) El término que se emplea en el cuadro anterior considera los siguientes conceptos generales de gasto, entre otros:

Consultorías. Incluye el fortalecimiento institucional de PROSPERA a nivel local y central, consultoría especializada en apoyo a la estrategia nacional de inclusión productiva, además de gestión de conocimiento.
El detalle de esta definición se incluirá en el Manual de Operaciones del Proyecto.

Logical framework

Jerarquía de Resultados	Principales Indicadores ¹ y Metas	Medios de Verificación	Supuestos
Meta:			
El Proyecto contribuirá a la efectiva implementación de la estrategia de inclusión productiva del Gobierno de México y a la reducción de la pobreza rural.	<p>Al final del Proyecto:</p> <ul style="list-style-type: none"> Reducción en las carencias promedio de la población objetivo en pobreza y pobreza extrema (Indicador VII.2.1 del Plan Nacional de Desarrollo – PND)². Incremento en los activos físicos de las familias beneficiadas (incremento de activos productivos y mejoramiento de vivienda) (RIMS-FIDA 3er nivel). 	<ul style="list-style-type: none"> Censo Nacional de Población y Vivienda (INEGI) Informes de Pobreza México (CONEVAL) Encuesta de impacto RIMS: línea de base y evaluación final 	
Objetivo de Desarrollo del Proyecto:			
Las familias beneficiarias de PROSPERA incrementan sus ingresos mediante la implementación de actividades productivas rentables y sustentables	<p>Al final del Proyecto:</p> <ul style="list-style-type: none"> 12,800 familias PROSPERA se benefician del Proyecto. Este indicador será calculado de forma desagregada hombre/mujer como titular y según etnia (RIMS-FIDA 1.8.1, 1.8.2). 75% de los proyectos productivos aprobados siguen operando después de dos años (RIMS 2.5.2). El 60% de las familias beneficiarias que implementan proyectos productivos incrementan el ingreso de las actividades productivas apoyadas por el Proyecto en el 80%, respecto de la línea de base. 	<ul style="list-style-type: none"> Encuesta de impacto RIMS: línea base y evaluación final Evaluaciones participativas en el área del Proyecto Censo Nacional (INEGI) Informes de Pobreza México (CONEVAL) 	<ul style="list-style-type: none"> Continuidad de las políticas vigentes, principalmente en lo referido a la inclusión económica y productiva.

¹ Todos los datos se desagregan por etnicidad, género y edad, donde corresponde.

² El cálculo del indicador seguirá las indicaciones en el Plan Nacional de Desarrollo y de CONEVAL.

COMPONENTE 1: Inclusión Productiva

<p>Objetivo específico 1: Las titulares de PROSPERA y sus familias acceden a inversiones productivas, incrementan su producción y se vinculan a mercados, para lo que cuentan con asistencia técnica y desarrollan nuevas capacidades productivas, organizativas y gerenciales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 12,800 familias fomentan sus capacidades (RIMS 1.2.5) de las cuales el 65% formulan y presentan 1,400 proyectos productivos correspondientes a aproximadamente 8,400 familias. Se aprueban aproximadamente 900 proyectos productivos formulados con apoyo del Proyecto, lo que corresponde a alrededor de 5,400 familias. 5,400 familias reciben asistencia técnica (RIMS 1.2.2, 1.2.3, 1.2.4), de las cuales el 90% aplican las nuevas capacidades productivas adquiridas. 70% de organizaciones con proyectos productivos mejoran su capacidad organizativa y gerencial, es decir que incorporan procedimientos recomendados de gerencia y gobernanza interna, mediante asistencia técnica en organización, gerencia y administración (RIMS 1.6.2). Aproximadamente 400 jóvenes (titulares e hijos/as de titulares de PROSPERA) se forman en gestión de proyectos y liderazgo. 	<ul style="list-style-type: none"> Encuesta de impacto RIMS: línea de base y evaluación final Evaluaciones participativas en el área del Proyecto Sistematizaciones Sistema de Seguimiento y Evaluación (SS&E) del Proyecto 	<ul style="list-style-type: none"> El Proyecto trabaja con técnicos motivados y calificados en el área de cobertura Operadores de los programas de fomento productivo asignan prioridad a la agenda de inclusión económica y productiva
--	---	---	---

COMPONENTE 2: Fortalecimiento Institucional, Seguimiento, Evaluación y Gestión de Conocimiento.

<p>Objetivo específico 2: Se fortalecen las capacidades institucionales de PROSPERA y de otros actores para la implementación exitosa del Proyecto y de la estrategia nacional de inclusión productiva.</p>	<ul style="list-style-type: none"> A nivel central se capacitan directores generales, directores y subdirectores de todas las áreas de la Coordinación Nacional de PROSPERA (CNP) en temas de inclusión productiva y financiera (RIMS 1.6.1). En los 32 estados se capacita a Delegados, Jefes de Planeación y Proyectos Productivos, Jefes de Atención Operativa, Enlaces de Fortalecimiento Comunitario, Supervisores de Inclusión Productiva, Jefes de UAR, entre otros, en temas productivos y respecto a servicios financieros rurales (en mayor profundidad en los 3 estados incluidos en el Proyecto) Los promotores y prestadores de servicios brindan asistencia técnica de calidad y frecuencia adecuada (evaluación cualitativa). Se preparan dos informes anuales y uno final con lecciones aprendidas de la implementación del Proyecto, con el objetivo de alimentar el debate y la toma de decisiones del Gobierno respecto a la posible realización de ajustes en los programas de gobierno y propuestas para un posible escalamiento de este proyecto. 	<ul style="list-style-type: none"> Entrevistas Evaluaciones cualitativas SS&E del Proyecto 	<ul style="list-style-type: none"> PROSPERA sigue dedicado a fortalecer su capacidad para implementar su estrategia de inclusión productiva. El Gobierno de México sigue interesado en generar, internalizar y aprovechar las lecciones aprendidas.
--	--	---	---